



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Soutien à Bergams

Question écrite n° 42383

Texte de la question

Mme Clémentine Autain attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance sur les lourdes menaces qui sont en train de peser sur les salariés de l'usine Bergams, à Grigny. Cette entreprise, qui produit des sandwiches et de la restauration froide pour les compagnies aériennes et la grande distribution, a convoqué ce jour un comité social et économique pour présenter aux syndicats son projet de mise en liquidation judiciaire. Cette décision intervient alors que la quasi-totalité des salariés de l'usine, majoritairement des femmes, sont en grève depuis six semaines, mobilisés contre une très forte baisse de leurs salaires et l'augmentation imposée de leur temps de travail. Mme la députée rappelle que les conditions de cette non-négociation sont par ailleurs extrêmement opaques : plusieurs témoignages rapportent une convocation des ouvriers par groupes ethniques et un climat général de pression par la peur. L'annonce d'une éventuelle mise en liquidation judiciaire arrive aujourd'hui comme un nouveau chantage à l'emploi pour justifier toujours plus de régressions sociales. C'est d'autant plus insupportable que la santé financière de Bergams, qui appartient au groupe Norac, ne justifie en rien la fermeture de l'usine. Le groupe affichait en 2018 un chiffre d'affaires de 886 millions d'euros et ce chiffre n'a guère diminué depuis, grâce notamment aux aides publiques de l'État pendant la crise du covid-19. Si Bergams a perdu 8,6 millions d'euros en 2020, un cabinet d'experts-comptables mandaté par sa direction et des syndicats a statué que Norac avait la « capacité de soutenir Bergams ». Mme la députée appelle l'attention de M. le ministre sur le fait que Bergams est le premier employeur privé de Grigny, elle-même ville la plus pauvre de France. La disparition de l'usine serait un immense gâchis humain et industriel. L'État doit intervenir pour empêcher un tel désastre. Elle souhaite connaître son avis sur le sujet.

Données clés

Auteur : [Mme Clémentine Autain](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 42383

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : [Économie, finances et relance](#)

Ministère attributaire : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 14 février 2022

Question publiée au JO le : [9 novembre 2021](#), page 8042

Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)